République du Sénégal
Projet de Fonds de Développement Social (Cr. 3446-SE)
Mission de Supervision – Juillet 2005
Aide-Mémoire

I. INTRODUCTION

1. Une mission composée de MM/Mmes Serge Theunynck, spécialiste principal en exécution de projets, Fily Sissoko, spécialiste financier, Bourama Diaite, spécialiste en passation des marchés, et Astou Diaw-Ba, assistante de projet, a procédé à supervision du Projet de Fonds de Développement Social (PFDS) au Sénégal entre le 11 et le 15 juillet 2005. M. Ziva Razafintsalama, spécialiste du développement rural et de la micro-finance effectuera ultérieurement sa partie de la supervision.
2. Les objectifs de la mission étaient :
  - examiner le progrès du Projet depuis la précédente mission de supervision et vérifier si l'avancement des sous-projets exécutés par les communautés, des conventions exécutées par les SFD, et des évaluations ex-post en cours, permet d'assurer que le projet peut être clôturé au 31 décembre 2005, ou si un délai supplémentaire est éventuellement nécessaire pour leur achèvement ;
  - déterminer les activités de préparation du futur Projet National de Développement Local Participatif (PNDLP) qui pourraient être financées sur le Crédit du PFDS en complément des appuis que peuvent fournir le PNIR ainsi que le PPF du PNDLP.
3. La mission a été reçue par Leurs Excellences Mme Aida Mbodj, Ministre de la Famille, du Développement social et de la Solidarité Nationale et M. Ibrahima Wade, Secrétaire Général du Gouvernement, ainsi que par M. Moustapha Ly, Directeur de Cabinet de Mme le Ministre de la Décentralisation et des Collectivités Locales. Elle a tenu des séances de travail très fructueuses avec les équipes de l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS), de la Cellule de Suivi des Projets de Lutte contre la Pauvreté du MFDSSN (CS-MFDSSN) et de la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté (CS-PLP) du MEF. La mission a visité des réalisations communautaires financées par l'AFDS dans la communauté rurale de Yenn. La mission également participé à la préparation du Programme National de Développement Local Participatif, notamment à l'Atelier de Capitalisation tenu à Saly du 6 au 8 juillet 2005. Elle a assuré une coordination avec la mission de supervision du Programme de Gestion Intégré des Ressources marines et Côtières (GIRMAC) coordonnée par Yves Prevost. La mission a également tenu une séance de *briefing et debriefing* avec la DECF du MEF.
4. Le présent aide-mémoire résume les discussions et conclusions auxquelles sont parvenues conjointement les équipes de l'AFDS, du MFDSSN, du MEF et de la Banque au cours de la mission. La mission remercie tout particulièrement Mme la Ministre du MFDSSN et Mme le Directeur Général de l'AFDS et son équipe, ainsi que les responsables du MEF, du MFDSSN et leurs équipes pour l'accueil qui lui a été réservé et pour la qualité de l'organisation et des travaux pendant tout le séjour de la mission au Sénégal.

II. RESUME

Progrès du projet vis-à-vis de ses Objectifs de Développement. Ces progrès continuent à être satisfaisants. Il est probable que tous les objectifs de développement seront atteints à la fin du projet. En effet :

- L'objectif de l'AFDS de 525 projets d'accès aux services de base devrait être atteint à la fin du Projet, en décembre 2005, ce qui correspond à 175% de l'objectif du Projet. Sur les 525 accords de

financement pour des projets de services de base signés, 385, soit 73% ont été exécutés. Les 140 restants devraient être achevés avant le 31 décembre 2005.

- L'objectif de 503 projets de développement économique devrait être lui aussi atteint à la fin du Projet. En effet, 501 projets ont été signés et 16 (région de Dakar) devraient l'être incessamment. Sur ce total, 211 sont achevés et 14 ont été résiliés. Le taux d'exécution financière est de 91% pour la 1^{ère} vague de 332 et 58% pour la 2^{ème} vague. La mission estime avec l'Agence que tous les accords de financement seront exécutés avant la fin du Projet.

L'exécution de la Composante 1 relative au renforcement de l'accès aux services de base continue à être satisfaisante. Les résultats quantitatifs sont indiqués ci-dessus et les objectifs devraient être atteints. Tous ces projets sont conformes aux Plans Locaux de Développement car cette conformité est un critère d'approbation des projets qui est vérifié par les élus locaux lors des comités d'évaluation des projets. Près de 90% des communautés bénéficiaires sont satisfaites des processus de décision, ainsi que l'indique l'enquête de satisfaction des bénéficiaires réalisée en 2004. Les évaluations ex-post sont en cours et devraient être toutes achevées avant la clôture du Projet.

L'exécution de la Composante 2 relative à l'accès aux services de micro-finance continue à être satisfaisante. La SFD ayant reçu en première phase un renforcement des capacités pour atteindre la clientèle pauvre ciblée par le projet continue à avoir des performances qui dépassent très largement les objectifs du renforcement. En deuxième phase, 12 SFD ont signé un Accord de Financement pour renforcer leur capacité à mettre en œuvre un plan d'affaires pour atteindre la clientèle pauvre ciblée par le Projet. Les résultats quantitatifs de l'appui aux OCB pour les projets de développement économique sont indiqués ci-dessus. Les OCB qui ont bouclé au moins un premier cycle d'exploitation a commencé à reconstituer la subvention initiale. Les évaluations ex-post sont en cours et devraient être toutes achevées avant la clôture du Projet.

L'exécution de la Composante 3 relative au renforcement des capacités de communautés continue à être hautement satisfaisante. En effet, les OCB de toutes les communautés ciblées ont bénéficié de tous les modules de Formation à la Gestion à la Base (FGB) et se sont révélées très performants pour la préparation, la gestion et le suivi des projets villageois, y compris la gestion financière et celle des passations de marchés. Au cours du semestre écoulé, plus de 3.000 personnes ont bénéficié de ces formations, en plus des 11.000 formées en 2004. Les formations sont désormais délivrées par les quelques 200 « experts villageois » devenus formateurs dans les domaines de la gouvernance villageoise, la planification participative, la passation des marchés, la gestion financière, le suivi participatif et la communication. D'autres relais communautaires ont été formés pour prendre la relève de l'assistance technique des « opérateurs » extérieurs dont les mandats expirent. Des modules FGB supplémentaires ont été développés et mis en œuvre pour l'entretien la maintenance des projets ainsi que pour la mise en œuvre des AGR. De nouveaux guides FGB a destination des élus locaux ont été développés et leur mise en œuvre a commencé.

L'évaluation de l'exécution de la Composante 4 relative au suivi de la pauvreté est inchangée ; non satisfaisante. La Cellule de Suivi du DRSP au MEF a rempli ses objectifs de façon satisfaisante. Pour les autres acteurs (DPS/MEF, CSO-MFDSSN, et AFDS), les plans d'action convenus en décembre 2004 ont enregistré des progrès mais pas encore de résultats. Pour la DPS : (i) l'enquête de suivi de l'ESAM a été préparée et devrait être exécutée en août-novembre 2005 ; (ii) l'Observatoire du Développement Social n'est toujours pas créé, ce qui empêche la fourniture par l'AFDS des équipements prévus ; (iii) les actions liées à la Matrice de Comptabilité Sociale et le Modèle d'Equilibre Général Calculable n'ont pas progressé. Il a été convenu que la DPS accordera la priorité à l'enquête de suivi. Les activités de la Cellule de Suivi du MFDSSN pour la mise en place d'un système de suivi des projets de lutte contre la pauvreté ont commencé, mais ne présentent pas encore de résultats solides. L'AFDS a passé contrat avec le fournisseur du Système d'Information (au bénéfice des 2 Cellules, de la DPS et de l'AFDS qui a commencé à travailler. Cependant, il reste encore un travail important avant d'avoir les premiers résultats du SI. Les évaluation ex-post des projets villageois, des SFD et de l'AFDS ont commencé et avancent, mais leurs résultats finaux ne

en cours de finis mais pas encore de résultats de la part de la DPS

de la part de la DPS

^{a note!}
sont pas encore disponibles. La mission que, bien que les actions aient progressé, elles n'ont pas encore produit les résultats permettant de changer l'évaluation « non satisfaisante » de la composante.

Programme additionnel en Casamance. Ce programme a débuté dès que les fonds JFDS ont été disponibles et se développe très rapidement, du fait de l'expérience accumulée par l'AFDS. Les modifications du programme AFDS pour intégrer la dimension « peace-building » ont été réalisées avec succès.

Partenariat avec le Programme de Gestion Intégré des Ressources Marines et Côtières (GIRMAC). Le GIRMAC est construit sur l'hypothèse qu'une bonne gestion des ressources marines et côtières nécessite la reconversion d'une partie des pêcheurs vers d'autres activités et que cette reconversion sera rendue possible par dans le cadre d'un accord du GIRMAC avec l'AFDS pour financer ces activités sur la 2^{ème} phase de l'APL du PFDS (voir PAD du GIRMAC). Maintenant que cette 2^{ème} phase est conçue comme partie intégrante du futur projet PNDLP (voir ci-après), il convient que ce futur projet soit conçu avec une « fenêtre » d'accès des communautés des pêcheurs du GIRMAC qui doivent se reconvertir, à des ressources du PNDLP pour le démarrage de nouvelles activités génératrices de revenus. La réussite du projet GIRMAC est ainsi conditionnée par le design du futur projet PNDP et la disponibilité de ressources adéquates dans ce projet pour les communautés de pêcheurs ciblées par le GIRMAC.

^{juin 2005}
Gestion financière et date de clôture du Crédit. La capacité de gestion de l'Agence est bonne. Au 30 novembre 2004, le crédit est décaissé à 72 % comparé à 54% en décembre 2004. Le rythme actuel de décaissement – de 1 million de dollars par mois – ne sera probablement pas dépassé et conduit à une consommation totale des ressources autour du 31 mars 2006. Il a donc été convenu que le Gouvernement demandera une prorogation de la date de clôture du projet au 30 juin 2006.

Préparation du futur Projet PNDLP après le PFDS. Les activités de l'AFDS pour l'achèvement du projet PFDS sont combinées par les activités de préparation du PNDLP qui sera bâti comme un projet CDD combinant les suites des projets PNIR, AFDS, PROGEDE en offrant également le complément attendu par le programme GIRMAC (voir ci-dessus). La mission a recommandé que toutes les évaluations ex-post du PFDS soient partagées avec les équipes de préparation du PNDLP et que les fonds du PFDS soient utilisés pour financer la préparation du futur projet. Le défi est dans le calendrier : le futur projet devrait assurer la jonction sans interruption avec les projets PNIR et AFDS qui se terminent, et être évalué dans le courant du mois d'octobre 2005.

III. PROGRES DES DIFFERENTES ACTIONS CONVENUES LORS DE LA PRECEDENTE MISSION

5. Les actions suivantes convenues lors de la précédente mission ont été réalisées avec le calendrier indiqué dans le tableau ci-dessous:

<i>Actions</i>	<i>Date convenue lors de la précédente mission</i>	<i>Date effective ou nouvelle date convenue</i>
- Finalisation des TDR pour l'évaluation ex-post	15 janvier 2005	^{mai} 15 août 2005
- Signature du contrat pour le Système d'Information	15 janvier 2005	14 mars 2005
- Achèvement Micro- et Sous-Projets 1 ^{ère} vague	31 mars 2005	31 juillet 2005
- Signature dernier Accord Financement Micro-Projet	31 décembre 2004	31 mars 2005
- Signature dernier Accord de Financement Sous-Projet	31 décembre 2004	31 juillet 2005

IV. PROGRES DU PROJET VIS A VIS DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU PROJET

6. **Objectif de Développement du Projet (ODP):** *Les communautés test améliorent effectivement leurs conditions de vie en utilisant les ressources du Fonds de Développement Social dans les domaines de développement prioritaires avec la participation des groupes vulnérables. Les*

progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **satisfaisants**. Le détail des indicateurs figure en annexe 1.b. La situation des Indicateurs Clés de Performance (ICP) est résumée comme suit :

- **ICP-01.** *Au moins 75% des micro- et sous-projets financés par l'AFDS obtiennent les résultats escomptés. Satisfaisant.*
- **ICP-02.** *Au moins 75% des communautés test prennent des décisions quant à leur développement basées sur leurs propres Plans de Développement Local (PLD). Cet indicateur est satisfait à 100%.*
- **ICP-03.** *Environ 50% des groupes les plus vulnérables au sein de ces communautés sont au courant des résultats de la mise en œuvre des micro- ou sous-projets et sont satisfaits du processus de décision. Satisfaisant.*

7. Composante 1.

- **ICP-1.1.** *300 micro-projets soumis par les communautés à l'AFDS satisfont aux critères de financement de l'AFDS. Satisfaisant.*
- **ICP-1.2.** *Au moins 75 % des micro-projets financés ont des modules IEC sur le VIH/SIDA et les modules sont fournis. Satisfaisant.*

8. Composante 2.

- **ICP-2.1.** *Au moins 50 % des groupes vulnérables (OCB) recevant de l'assistance technique et financière du projet, et ayant développé une AGR : (i) satisfont aux critères de crédit des SFD et (ii) ont établi une association d'épargne et de crédit—AEC ; et (iii) que cette dernière a collecté en moyenne au moins 15% du don reçu. Satisfaisant.*
- **ICP2.2.** *Au moins 30% des groupes vulnérables au sein des OCB ont accès aux services de micro-finance. Satisfaisant.*
- **ICP-2.3.** *Les SFD ont atteint 75 % de leurs objectifs d'expansion de leur portefeuille de clients au sein des groupes vulnérables, tel que fixés dans les Accords de Participation. Satisfaisant*

9. Composante 3.

- **ICP-3.1.** *Au moins 75% des membres des communautés tests (dans les groupes vulnérables) sont au courant des flux d'information entre les communautés et 50% les trouvent utiles. Satisfaisant.*
- **ICP-3.2** *75% des communautés ayant reçu une Formation à la Gestion à la Base, ont établi des comités structurés et opérationnels qui sont capables de mobiliser des ressources additionnelles. Satisfaisant.*
- **ICP-3.3.** *90% des OCB suivent des procédures transparentes. Satisfaisant.*

10. Composante 4

- **ICP-4A.1.** *Au moins 90% des groupes vulnérables au sein des communautés test sont satisfaites des services du Fonds de Développement Social et les trouvent équitables et transparents. Satisfaisant.*
- **ICP-4A.2.** *Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base. Trop tôt pour être mesuré.*
- **ICP-4B. 1.** *3 rapports annuels sur l'évaluation de la pauvreté sont produits. Satisfaisant.*
- **ICP-4B.2.** *La base de donnée sur les conditions de pauvreté est produite. Satisfaisant.*

V. PERFORMANCES DU PROJET EN CE QUI CONCERNE L'EXECUTION DU PROJET.

COMPOSANTE 1 : ACCES AUX SERVICES DE BASE ET AUX INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES PAR LES POPULATIONS PAUVRES.

11. Le progrès du projet pour la composante 1 est jugé satisfaisant. Le montant de l'IDA pour la composante était initialement estimé à 9,47 millions de DTS. Le décaissement total au 30 juin 2005 est de 81 % (7,71 millions de DTS). Les dépenses engagées sont de 3,18 millions de DTS. Le total des dépenses décaissées et engagées s'élève donc à 10,89 millions de DTS, soit 115% des ressources initialement allouées à la composante.

12. **Examen de l'exécution du Plan d'Action 2005.** La mission a reçu le rapport bilan de la composante 1 au 30 juin 2005 et fait ses observations sur le rapport. Le cumul des financements des 525 micro-projets s'élève à 6,32 milliards de Fcfa, dont 4,56 milliards (soit 72%) ont été décaissés par l'AFDS. La situation se présente, dans le détail, comme suit :

- **Achèvement de la 1^{ère} vague de Projets de Services de Base (PSB).** Un ensemble de 271 projets de service de base a été signé entre mai 2003 et avril 2004. Sur ce nombre 259 (soit 96%) sont actuellement achevés. Les 4% restant, soit 12 sous-projets, sont dans la région de Louga. La contrainte a été la mobilisation des ressources. Sur ces 12 projets, 4 ont été résiliés et les 8 autres ont finalement mobilisé les ressources et leur achèvement est prévu avant fin juillet. L'Agence envisage de réaffecter les ressources des 4 sous-projets résiliés à 4 communautés dont les sous-projets sont prêts à être financés. La mission recommande de procéder à cette réaffectation dans les plus brefs délais et de s'assurer que les sous-projets à financer sont portés par des communautés ayant déjà mobilisé leurs ressources.
- **Exécution de la 2^{ème} vague Projets de Service de Base (PSB).** Après la révision du mandat des OADC à la RMP, 7 OADC ont été recrutés pour un coût moyen de 1,45 millions de Fcfa par village sur 18 mois, soit un peu plus de 75.000 Fcfa par village-mois. Sur les 254 projets approuvés, 126 sont achevés et clôturés et 128 en cours d'exécution. Sur ces derniers, 91 ont dépassé un taux d'exécution de 80% et devraient être achevés avant le 31 août 2005, tandis que 37 se situent entre 5% et 20% d'avancement. Pour les 4 projets de la région de Dakar, la question de la disponibilité du terrain a été récemment résolue. Pour les 33 autres projets, n'ont démarré qu'en avril 2005 en raison des arbitrages résultant de la réduction du nombre de projets décidée lors de la mission de décembre 2004. Ils devraient être achevés au 31 décembre 2005. Le montant total des micro-projets de 2^{ème} vague s'élève à 3,5 milliards de Fcfa dont 50% a été versé. Le montant des 2 vagues cumulé s'élève à 6,3 milliards de Fcfa dont 72% a été versé aux OCB.
- **Répartition finale des micro-projets.** Les 525 micro-projets se répartissent comme suit : Hydraulique 28% ; Santé 26% ; Education 21% ; Socio-Economie 14% ; autres 11%.
- **Formations spécifiques incluses dans les Projets de Services de Base (PSB).** L'AFDS tient un état des lieux détaillé des formations prévues et fournies dans le cadre de chaque PSB. Cet état des lieux est fourni par chaque OADC¹. Les formations spécifiques ont toutes été achevées pour les 126 micro-projets clôturés et ont touché 5.200 personnes (soit en moyenne 10 par micro-projets) dont 70% de femmes.
- **Activités de Formation et d'IEC sur le VIH/SIDA.** Les activités d'IEC sur le VIH/SIDA ont été réalisées dans le cadre des micro-projets. Un total de 1.886 « relais » VIH/SIDA c'est-à-dire, des personnes aptes à retransmettre la formation dans leur communauté, ont formés². En moyenne, un peu plus de 3 relais par OCB dans les régions de Kaolack et Fatick et un peu plus de 6 dans les régions de Kolda et Louga du fait d'une plus grande sensibilité des OCB à la question du VIH/SIDA dans ces régions. La mission recommande que l'impact de ces formations sur la connaissance du VIH/SIDA par les membres de la communauté.

¹ Les formations concernent notamment : (a) Santé : formation des matrones et ASC, Initiative de Bamako, Entretien maintenance et gestion des déchets bio-médicaux ; (b) Education : Hygiène, Environnement, Maintenance des infrastructures ; (c) Hydraulique : Gestion de l'eau, Entretien et maintenance des points d'eau, Hygiène ; (c) micro-projet socio-économique : Gestion, Techniques de stockage des produits agricoles et des pesticides. La mission a pu consulter le rapport de l'OADC CECI du 1^{er} février 2005 pour la région de Louga

- **Données récapitulatives sur les EPB de 2^{me} vague.** La mission a noté que les 7 opérateurs OADC de 2^{me} vague ont assisté la réalisation d'EPB (Evaluations Participatives des Besoins) dans 578 villages et quartiers (75 quartiers des 8 communes des Départements ciblés) et ont touché à ces occasions, un total de près de 69.700 personnes dont 24.900 hommes, 27.500 femmes, 15.500 jeunes et 3.400 personnes appartenant aux groupes vulnérables.

- **Evaluations techniques.** Entre janvier et juin 2005, l'AFDS a procédé à 3 évaluations techniques des micro-projets (MP), respectivement dans les secteurs hydraulique & assainissement (96 MP), éducation & formation 964 MP), et santé (74 MP). Ces évaluations ont été conduites sous la responsabilité des secteurs concernés qui ont participé à la préparation des TDR, aux missions de terrain, et à la validation des rapports. La mission a reçu le rapport sur les MP d'hydraulique & assainissement et d'éducation & formation. Ses commentaires figurent au para XX ci-après. Après finalisation des évaluations, il a été convenu que l'AFDS organisera des ateliers de partage avec les autres projets et les secteurs concernés dans le cadre d'une approche combinant l'évaluation des leçons du PFDS et l'utilisation de ces leçons pour la préparation du futur PNDLP.

- **Programme Casamance sur financement JSDF.** Un programme de 70 projets d'accès aux Services de Base a été lancé en Casamance sur financement JSDF dans 68 villages et 15 quartiers appartenant respectivement à 12 Communautés Rurales et 2 Communes appartenant aux Départements de Ziguinchor, Bignona et Oussouye. Après la mise en place des formateurs FGB, a mobilisation sociale et la réalisation des EPP/EPB (Évaluation Participatives de la Pauvreté et Evaluation Participatives des Besoins), 83 micro-projets sont en cours de préparation par les OCB concernées. Un Comité Technique d'Évaluation a été mis en place dans chaque Département et leur formation (110 personnes) effectuée en juin 2005. La première session d'évaluation des sous-projets est prévue le 20 juillet 2005.

COMPOSANTE 2 : ACCES AUX SERVICES DE MICROFINANCE PAR LES COMMUNAUTES PAUVRES

13. **Rappel des objectifs.** Cette composante se décompose en 2 sous composantes : (i) Sous-composante 2.1 : Appui aux Structures Financières Décentralisées (SFD) pour qu'elles étendent/adaptent leurs produits et services financiers aux communautés pauvres ; et (ii) Sous-composante 2.2 : Appui aux communautés hors de la portée des SFD pour qu'elles développent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au travers Projets de Développement Economique (PDE) en vue de devenir des clients des services de micro-finance des SFD.

14. **Progrès de la composante : satisfaisants.** D'une manière générale la composante d'accès aux services de micro-finance est jugée satisfaisante, car le projet a effectué des progrès considérables dans l'achèvement des objectifs fixés. L'analyse des indicateurs de performance de la composante effectuée ci-dessus montre des résultats positifs. Le détail du progrès de la composante pour le premier semestre 2005 est détaillé ci-dessous.

Sous-composante 2.1 – Appui aux Structures Financières Décentralisées (SFD) pour qu'elles étendent/adaptent leurs produits et services financiers aux communautés pauvres.

15. **Exécution du POBA 2005.** Selon les informations reçues, le POBA 2005 sera exécuté en totalité au 31 mars 2005.

- **Performance de la 1ère vague de SFD ayant un Accord de Financement (DJOMEC) :** La mission a constaté, à partir du rapport de l'AFDS, que la SFD DJOMEC sélectionnée en décembre 2003 a continué son expansion en direction des groupes cibles. A travers l'ouverture de nouvelles caisses et de nouveaux guichets dans les zones ciblées, cette SFD a enregistré 5.679 nouveaux adhérents au 30/06/ 2005 soit une performance de 360% de l'objectif du plan d'affaires. La SFD a accordé 3.540 nouveaux prêts au cours du seul 1^{er} semestre 2005, soit plus que le nombre de prêts

accordés au cours de l'année 2004 entière, et le montant moyen des prêts a augmenté de 33%, passant de 110.000 Fcfa à 150.000 Fcfa. Le volume total de l'épargne des adhérents est passé de 163 millions de Fcfa en décembre 2003 à 477 millions de Fcfa en décembre 2004, tandis que le volume total des crédits est passé de ces crédits est passé de 228 millions en décembre 2003 à 533 millions de Fcfa à la fin du 1er semestre 2005. Le rapport de la CSO² indique que le taux de pénétration de cette SFD est passé de 2,6% à 6,8% et que ces excellents résultats comportent quelques risques liés : (i) aux crédits à moyen et long terme non couverts par des ressources longues et (ii) la faible norme de liquidité.

- **Performances de la deuxième vague de SFD.** La sélection de la deuxième vague de SFD a commencé en septembre 2004 avec la publication d'une sollicitation d'expression d'intérêt. Sur les 49 SFD ayant répondu, 17 nouvelles SFD ont été retenues pour bénéficier de formation en développement de plans d'affaires³. Un total de 12 SFD a signé un Accord de Financement le 2 mai 2005, pour un montant moyen de 14 millions de Fcfa chacune. La mission a noté que l'AFDS a prévu, en plus du financement des plans d'affaires, un budget de 50 millions de Fcfa pour la mise en place d'un système d'information dans les SFD, à la demande de la commission d'évaluation des plans d'affaires. Les biens prévus dans les plans d'affaires des SFD ont été acquis par l'AFDS et seront livrés fin juillet 2005 avec les ressources financières prévues aux Accords de Financement. La mission recommande que l'AFDS prenne dès maintenant les dispositions pour qu'une évaluation de la performance de ces SFD soit effectuée à la fin de l'année 2005 de sorte que les résultats soient disponibles avant le 31 janvier 2006 pour exploitation pour le ICR.
- **Impact de la composante 1 sur les SFD de la zone.** Les financements des micro-projets et des sous-projets ont été déposés par l'AFDS dans des comptes ouverts par les OCB dans les SFD de leur choix⁴. Il s'agit notamment des SFD suivantes FADEC, MECARUL, MEC Kolda, MEC Foundiouné, et MECAPP qui ont fait l'objet d'une évaluation par l'AFDS⁵. Selon le rapport de l'AFDS, indépendamment de tout renforcement des capacités des SFD, l'impact de l'utilisation des SFD de proximité comme réseau bancaire pour le transfert des fonds pour les investissements des micro- et sous-projets villageois, est considérable : toutes les SFD ont enregistré un bond de toutes leurs activités de micro-finance. En moyenne entre 2003 et 2004 sur les 5 SFD examinées, le nombre d'épargnants a augmenté de 26%, l'encours de l'épargne de 60% (chaque épargnant a épargné en moyenne 27% de plus que l'année précédente⁶), le nombre annuel de crédits de 21%, le volume total des crédits de 80% (chaque emprunteur a emprunté en moyenne 50% de plus que l'année précédente⁷). Certaines situations individuelles comme celle de la MECAPP sont spectaculaires⁸. La situation de cette SFD a été analysée en détail dans le rapport de la CSO⁹. La MECAPP ouvert de nouveaux guichets et amélioré son taux de pénétration chez les agriculteurs, pêcheurs et pasteurs de Keur Momar Sarr (milieu peu bancarisé) de 11,8% à 13,8% entre 2003 et 2004. Le volume de l'épargne a été multiplié par 10, celui des crédits par 5, son autosuffisance financière est passée de 70% à 77%. La SFD reprend le rôle de suivi-conseil des OCB initialement assuré par l'opérateur OAMF financé par l'AFDS. Le projet PFDS a déclenché l'utilisation de la SFD par les OCB de la zone pour la gestion de fonds d'autres partenaires au développement¹⁰. La mission recommande que cet élément de dynamique soit pris en compte dans l'évaluation de

² Etude comparative de la composante activités génératrices de revenus (AGR) des différents programmes de lutte contre la pauvreté MFDSSN, Rapport provisoire, mai 2005.

³ Formation assurée par le Cabinet REMIX pour un montant global de 31 millions de Fcfa.

⁴ Répondant aux critères de l'AFDS, c'est-à-dire des SFD homologuées et suivies par le MEF.

⁵ A l'occasion de l'assistance en formation des 17 SFD retenues.

⁶ Le montant moyen des emprunts est passé de 220.000 Fcfa à 330.000 Fcfa.

⁷ Le montant moyen des emprunts est passé de 220.000 Fcfa à 330.000 Fcfa.

⁸ Selon le rapport de l'AFDS, cette mutuelle tient les comptes de 51 OCB en contrat avec l'AFDS. Son encours d'épargne a été multiplié par 11. Le taux de croissance de ses crédits est de 382% et sa liquidité est passée de 28 à 150 millions de Fcfa

⁹ Etude comparative de la composante activités génératrices de revenus (AGR) des différents programmes de lutte contre la pauvreté MFDSSN, Rapport provisoire, mai 2005.

¹⁰ Comme Plan International, ASREAD.

l'impact du renforcement des capacités des 12 SFD qui viennent de signer un Accord de Financement.

- **Supervision des SFD par la Cellule AT/CPEC.** La mission réitère sa précédente recommandation pour qu'un appui ponctuel du Projet à la Cellule lui permette d'assurer une supervision appropriée des SFD participantes. Cet appui pourrait consister en la prise en charge des frais de déplacement du personnel de la cellule pour effectuer des visites sur site auprès des SFD.

- **Evaluation finale.** Il a été convenu que l'évaluation de la sous-composante SFD sera effectuée séparément de l'évaluation ex-post de la sous-composante 2.2 (AGR). Cette évaluation pourrait s'appuyer sur la méthodologie des études de cas de l'étude comparative réalisée en mai 2005 par la SCO-MFDSSN (voir para XX ci-après) et inclure en outre une analyse des rapports entre les SFD et les OCB clientes et une analyse de l'intervention de l'AFDS dans le contexte général de l'évolution de la Micro finance au Sénégal en vue d'une contribution au PNDLP. Comme indiqué ci-dessus, l'évaluation finale devra être exécutée avant le 31 décembre 2005 et ses résultats devront être disponibles avant le 31 janvier 2006. La mission rappelle que l'indicateur du Projet ICP2.2. Au moins 30% des groupes vulnérables au sein des OCB ont accès aux services de micro-finance. En conséquence, la mission recommande que l'évaluation identifie, parmi les nouveaux membres qui ont obtenu du crédit auprès des SFD du projet, combien appartiennent aux zones ciblées par le projet et, parmi elles, combien appartiennent aux groupes vulnérables au sein des OCB ciblées par le projet (jeunes, femmes, handicapés) – cette dernière donnée est nécessaire pour répondre à l'ICP2.3.

- **Sous-composante 2.2. – Appui aux communautés hors portée des SFD pour qu'elles développent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au travers de Projets de Développement Economiques (PDE) en vue de devenir des clients des services de microfinance des SFD.**

16. Exécution du POBA 2005 pour la sous-composante 2.2.

- **Situation de l'exécution des Projets de Développement Economique de 1ère vague :** L'examen de la situation de l'exécution des Projets de Développement Economique – PDE (initialement appelés sous-projets) de 1^{ère} vague montre qu'au 30 juin 2005, un total de 332 PDE ont été approuvés pour un montant total de 1,272 millions de FCFA. Sur ce nombre, 211 sont achevés (clôturés), 14 ont été résiliés¹¹ et 121 sont en cours d'exécution. Si ces 121 sont tous exécutés, le total des PDE de 1^{ère} vague se montera à 318. Cependant, sur ces 121, un groupe de 46 n'a pas encore débuté en raison de la non mobilisation de l'apport attendu des bénéficiaires. Le taux de décaissement des fonds AFDS pour cette première vague est de 91%. La mission estime que l'AFDS est en mesure d'achever les 121 PDE en cours avant le 31 mars 2006. Toutefois, elle recommande que l'AFDS procède à la résiliation des PDE pour lesquels la durée d'attente pour la mobilisation de l'apport de l'OCB excède le délai prévu dans le Manuel de Procédures.

- **Situation de l'exécution des Projets de Développement Economique de 2^{ème} vague.** Un total de 169 PDE de 2^{ème} vague a été approuvé (pour un total de 564 millions de Fcfa, dont 508 millions de financement AFDS), auquel il convient d'ajouter total de 16 sous-projets dans la région de Dakar, en cours d'évaluation lors du passage de la mission. Si les 185 (169+16) PDE de 2^{ème} vague sont tous exécutés, et que les 318 PDE de 1^{ère} vague sont également tous exécutés, le total des PDE sera alors de 503. Le taux d'exécution financière des 169 PDE approuvés est de 58%. Les PDE de 2^{ème} vague sont exécutés par les OCB avec l'assistance d'OAMF-consultants individuels sur le modèle décidé lors de la Revue à Mi-Parcours (RMP) (la première vague a été exécutée par les OCB avec l'assistance d'OAMF-firmes recrutées avant la RMP sur le modèle initialement prévu dans le Manuel d'Exécution). Le nouveau modèle s'avère satisfaisant. La distribution des PDE de 2^{ème} vague est la suivante : élevage 66% ; commerce 55%, TP 29% et agriculture 17%. Le taux global de décaissement est 58% pour les PDE de 2^{ème} vague, en raison

¹¹ En raison de la défaillance des OCB à mobiliser leur apport dans les délais requis.

AFD
proche
au change
et le maintien

des délais de mobilisation des apports communautaires. La mission estime que l'AFDS est en mesure d'achever les 183 PDE de 2^{ème} vague avant le 31 mars 2006. Toutefois, elle recommande que, comme pour la 1^{ère} vague, l'AFDS procède à la résiliation des PDE pour lesquels la durée d'attente pour la mobilisation de l'apport de l'OCB excède le délai prévu dans le Manuel de Procédures.

- **Reconstitution de la subvention initiale.** La mission a été informée que le processus de reconstitution de la subvention initiale a été démarré par les 116 OCB qui ont déjà bouclé au moins un cycle d'exploitation. L'épargne globale est estimée par l'AFDS à 189 millions de Fcfa¹² soit une moyenne d'environ 1,6 millions de Fcfa par OCB. Toutes les OCB ayant terminé un premier cycle d'exploitation ont réinvesti les fonds générés dans un second cycle. Certaines OCB sont à leur 3^{ème} cycle, ce qui témoigne d'un début de pérennisation effective.
- **Activités pour évaluer le présent projet.**
  - **Etude comparative.** La mission a reçu une étude comparative des composantes Activités Génératrices de Revenus (AGR) des 3 projets de lutte contre la pauvreté (AFDS, PLCP-BAD et PAREP) conduite par la CSO-MFSSN. Cette évaluation concerne en réalité les SFD et non les AGR. Il reste à faire une étude comparative des AGR financées par les divers projets .
  - **Etudes ex-post.** La mission a été informée que deux études d'impact des sous-projets AGR financés par l'AFDS dans les secteurs du maraîchage et de l'élevage sont presque achevées. La mission recommande que ces études soient : (i) finalisées par le consultant le plus rapidement possible ; (ii) partagées par l'AFDS avec les responsables concernés du Ministère chargé de l'Agriculture et de l'Elevage avant validation conjointe par l'AFDS et ce Ministère ; (iii) communiquées à l'IDA pour examen ; et (iv) versées dans la documentation préparatoire au PNDLP e partagées avec tous les membres de l'équipe de préparation.
- **Activités pour préparer le futur projet PNDLP.** La mission rappelle les activités suivantes, recommandées lors de la précédente mission de décembre 2004 qui n'ont pas connu de progrès.
  - **Filières porteuses.** Définir des filières porteuses - pour chaque région - sur lesquelles se focaliseront, mais non exclusivement, les appuis du futur projet dans le domaine des AGR et micro-finance. Sur les filières porteuse et prioritaires identifiées, conduire une analyse financière ex-post des investissements appuyés par l'AFDS. Cette évaluation ex-post pourrait être conduite dans le cadre de l'étude d'impacts.
  - **Technologies et pratiques.** Suite à la définition des filières prioritaires, identifier des technologies et des pratiques susceptibles d'améliorer la productivité et d'être intégrées à un programme d'appui à l'innovation s'appuyant sur des tests en milieu réel.
  - **Profils types de sous-projets.** Préparer des profils de sous-projets types qui reflètent les résultats obtenus dans l'analyse financière ex-post mentionnée ci-dessus ainsi que les innovations identifiées pour l'amélioration de la productivité et élaborer des fiches techniques.
  - **Questions juridiques et réglementaires.** Après une décennie de mise en application de la loi sur les mutuelles d'épargne et de crédit, il est nécessaire de faire le point sur les insuffisances sur le plan juridique et réglementaire qui risquent de freiner le développement des institutions de micro-finance.
  - **Evaluation des aspects genre.** Conduire une évaluation des aspects genre dans le but d'identifier et de spécifier des thèmes et/ou des modalités d'intervention qui permettraient au projet de lier plus étroitement les investissements aux besoins et intérêts spécifiques des

---

¹² Selon le rapport de l'AFDS, les 189 millions de Fcfa d'épargne incluent (a) 60,30 millions d'épargne formelle déposée dans des comptes spécifiques d'épargne par les OCB des régions de Louga, Foundiougne, Kaffrine et Kolda, (b) 128,94 millions de Fcfa qui sont le montant total des comptes courants des OCB de Linguere qui n'ont pas ouvert de compte spécifique pour leur épargne ; (c) 0 Fcfa pour les OCB de Velingara qui n'ont pas encore complété un cycle de production..

femmes qui jouent un rôle actif dans l'agriculture et les autres activités génératrices de revenus.

- **Programme Casamance sur financement JSDF.** Le programme Casamance pour cette composante est en cours. Le rapport semestriel de l'Antenne de Ziguinchor indique que, dans le cadre de la composante 2.1, la SFD ASACASE a été retenue pour un renforcement de ses capacités, tandis que la mise en oeuvre du programme de sous-projets AGR n'a pas commencé. La mission recommande que l'AFDS transmette un rapport sur l'avancement de cette composante pour ce programme soit transmis à l'IDA avant le 31 août 2005.

COMPOSANTE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES EN GESTION A LA BASE DES OCB.

17. Le progrès du Projet pour composante 3 reste très satisfaisant. Le total des dépenses pour la composante pour le premier semestre 2005 est de 90,5 millions de Fcfa. La mission recommande que les éléments de ce programme et les leçons apprises soient largement partagés au travers d'ateliers nationaux et versés dans les inputs de préparation du futur projet PNDLP.

18. **Détail du progrès de l'exécution du POBA 2005 pour la sous-composante 3.** Au cours du premier semestre de 2005, les activités suivantes ont été accomplies : (i) consolidation de la FGB dans les communautés participantes au programme PFDS ; (ii) extension du programme à Ziguinchor, (iii) renforcement des capacités des élus locaux ; (iv) conception de guides pour l'entretien et la maintenance ; (v) renforcement des capacités des relais communautaires ; (vi) démultiplication des ateliers en suivi-évaluation participatifs. La mission recommande que l'AFDS engage le plus rapidement possible une évaluation ex-post du programme de formation FGB et du programme de communication. Le détail de l'exécution de la composante pour le 1^{er} semestre 2005 se présente comme suit.

- **Achèvement du programme FGB des communautés cibles.** L'AFDS a assuré les formations FGB pour les dernières générations de micro-projets et de sous-projets. Au cours du semestre en revue, un total de 112 ateliers a été exécuté pour assurer la formation de 3.012 personnes¹³ dont 47% de femmes et 30% de jeunes sur les 5 modules de FGB¹⁴ Ces formations ont été animées par les formateurs communautaires (« relais » issus des villages) sous le coaching des formateurs juniors de l'AFDS.

- **Extension du programme FGB à Ziguinchor.** Le programme a commencé par : (i) mise en place d'un formateur senior et 3 formateurs juniors FGB et leur formation à la SADEC ; (ii) la formation de personnes ressources locales en ODC et EPB ; (iii) la réalisation d'EPB (15 mars-15 avril 2005) dans les villages ciblés¹⁵ ; (iv) un atelier de mise à niveau des outils pour leur adaptation au « peace building »¹⁶ ; (v) la formation en Organisation et Dynamique Communautaire—ODC (28 mai – 11 juin 2005) ayant permis la formation FGB de 276 personnes ressources locales, dont 35% de femmes, 86% de jeunes, 4% de handicapés, ayant permis d'adapter les outils SADEC/FGB au processus de « peace-building » ; (vi) les formations en passation de marchés et gestion financière à partir du mois de juillet 2005.

- **Conception de Guides pour l'entretien et la maintenance et les Fiches Techniques pour les AGR.** La première version de ces Guides (maintenance d'une case de santé, maintenance d'une école, maintenance d'un ouvrage hydraulique, et de ces Fiches (embouche et maraîchage) est disponible. Un atelier de partage est prévu en juillet 2005.

¹³ Dont 5 handicapés.

¹⁴ Organisation et Dynamique Communautaire : 18 ateliers ; Planification 26 ateliers, Gestion financière : 29 ateliers, Passation des marchés : 29 ateliers, et MK : 10 ateliers

¹⁵ Ayant mis en lumière la méfiance des communautés liées au post-conflit, les besoins spécifiques que certains groupes pour les mêmes raisons, l'importance de la dynamique féminine, etc.

¹⁶ Oignon du conflit, analyse des positions et intérêts des parties prenantes, l'arbre du conflit, le profil des compétences, etc.

- **Renforcement des Relais Communautaires pour la poursuite des activités des OADC.** Un complément de Formation de Formateurs (FDF) a été donné à 178 relais communautaires dans 6 ateliers de janvier à juin 2005 pour que ces derniers prennent le relais des OADC pour l'appui-conseil des villages.
- **Mise en place des Centres de Ressources Communautaires.** 5 Centres ont été mis en place (un dans chaque région pour servir de lieux de formation, d'information et de communication).
- **Suivi-Evaluation participatif.** Une formation de 192 relais communautaires a été effectuée en 8 ateliers pour leur formation en suivi-évaluation participatif. La démultiplication a été assurée par ces relais au cours de 140 sessions ayant permis de toucher 3.200 personnes
- **Renforcement des capacités des élus locaux.** L'AFDS a développé 4 guides à l'intention des élus locaux sur (i) le développement local et la dynamique organisationnelle, (ii) la planification du développement local ; (iii) le développement local et la passation des marchés ; et (iv) le développement local et la mobilisation des ressources financières. Un total de 4 ateliers a été organisé auxquels ont participé 207 élus et personnels des services déconcentrés de l'Etat, dans les régions de Kolda et Louga. Ce programme se poursuivra dans les autres régions en août et septembre 2005.

Composante 4 : Suivi de la pauvreté

19. L'exécution de la Composante 4 relative au suivi de la pauvreté est évaluée par la mission, en moyenne, non satisfaisante. Cette composante comporte 4 activités suivantes : (i) l'exécution de la Convention AFDS-MEF No 03B/2002 avec la Cellule de Suivi de la mise en œuvre du DSRP au MEF ; (ii) l'exécution de la convention AFDS-MEF (No 01B/2001) pour les activités de la DPS du MEF ; (iii) l'exécution de la convention AFDS-MDSSN pour le financement de la Cellule de Suivi et de Coordination des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté au CSCO/MFDSSN ; (iv) le suivi-évaluation du PFDS par l'AFDS et (v) la mise en place d'un Système de Suivi de la Pauvreté commun aux 4 partenaires : DPS, CS-DRSP, CSO/MFDSSN et AFDS. Les activités de la CS-DRSP se poursuivent régulièrement. La Composante 4 avait été notée « non satisfaisante » en décembre 2004 en raison des retards des 4 autres éléments de la composante, et des plans d'action avaient été préparés pour permettre l'achèvement de toutes les activités en décembre 2005. En juin 2005, tous les plans d'action ont été entamés mais ils se déroulent avec retard sur le calendrier prévu et aucun résultat n'est encore atteint. C'est pourquoi la notation de la Composante reste inchangée « non satisfaisante ». Toutefois, l'essentiel des résultats devrait être atteint en mars 2006, comme l'indique l'analyse détaillée ci-dessous.

20. **Exécution de la Convention AFDS-MEF (No 01B/2001) pour les activités de la DPS.** L'exécution du Plan d'Action 2005 a connu des retards. Il a été convenu (lors de la mission de debriefing à la DCEF) que la DPS se concentrera sur l'Enquête de Suivi de la Pauvreté. La mission recommande que l'AFDS évalue le montant des activités prévues à la Convention et qui ne seront pas exécutées par la DPS et défalque cette somme de la Convention pour financer des micro-projets en attente de financement et qui sont prêts à exécution. Le détail des activités du plan d'action 2005 se présente comme suit :

- **Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages – ESAM-II.** Le rapport ESPS 2005 sera imprimé prochainement. Les autres activités n'ont pas été réalisées. La mission recommande de ne pas entamer de nouvelle activité qui ne pourrait pas être terminée avant le 31 mars 2006.
- **Observatoire des conditions de vie des populations.** L'existence juridique de l'Observatoire est suspendue à l'adoption du décret de création en instance depuis juillet 2004. L'AFDS a lancé la procédure d'appel d'offres des équipements. La mission recommande que la procédure soit annulée au 30 septembre 2006, si l'Observatoire n'est pas créé à cette date.
- **Enquête de Suivi de la Pauvreté.** La préparation de l'enquête est achevée, et les travaux de terrain n'attendent que l'achèvement de la remise en état des véhicules, prévue pour fin juillet. Il

est prévu que l'enquête se déroule d'août à novembre 2005 et que la saisie des données débute en septembre pour se terminer en décembre 2005.

- *Matrice de Comptabilité Sociale (MSC) et d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC).* Ces actions n'ont pas progressé. Il a été convenu de réaffecter les sommes prévues à d'autres activités de l'AFDS, en priorité, le financement de micro-projets prêts à être exécutés.

21. Exécution de la Convention AFDS-MEF No 03B/2002 avec la Cellule de Suivi de la mise en œuvre du DSRP

- *Suivi quantitatif et qualitatif du PRSP, de l'articulation des politiques sectorielles et de la mobilisation et de l'absorption des ressources.* La mission recommande que l'AFDS lui transmette, dans les meilleurs délais possibles, le rapport de la Cellule de Suivi du MEF sur ces questions.
- *Information Communication : Portail du Développement.* La mission a reçu un rapport sur la mise en place du Portail du Développement dont il ressort que: (i) les travaux ont débuté en octobre 2004 avec la constitution de 6 groupes thématiques¹⁷, la mise en place d'un comité de pilotage et de points focaux ministériels, (ii) des études ont été réalisées, notamment sur l'interaction des médias et la problématique d'accès à l'information par les populations illettrées, le diagnostic des TIC au Sénégal, (iii) la validation en mai 2005 des rapports des groupes thématiques et des études, (iv) l'élaboration d'un plan d'action ; (v) la préparation de l'élaboration des stratégies de pérennisation ; (vi) des tournées dans les régions en juin 2005, et (viii) la proposition par le partenaire PlaNet Finance, mandaté par « Development Gateway Foundations » d'un premier design pour la conception technique du projet qui devrait être validé en juillet 2005 avant le déploiement à partir du 1^{er} août 2005. La présentation du prototype est prévue pour septembre 2005. La Cellule souhaite une mobilisation des plus hautes autorités du pays pour faciliter la mise en œuvre du projet.

22. Exécution de la Convention AFDS-MDSSN pour le financement de la Cellule de Suivi et de Coordination des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté au CSCO/MFDSSN. Rappelons que la Cellule suit 3 projets : (a) PFDS sur financement IDA, (b) Projet de Lutte contre la Pauvreté sur financement BAD, et (c) Projet de Lutte contre la Pauvreté sur financement PNUD. Le Plan d'Action 2005 prévoyait : (i) la mise en place d'un système fonctionnel de coordination et de suivi ; (ii) la création d'un Centre de Ressources ; (iii) la cartographie des interventions, et (iv) la mise en place du Système d'Information de la Cellule. La mission a reçu un rapport d'avancement des activités prévues dans la Convention et une proposition de réallocation des fonds restants. La mission n'a pas d'objection à l'utilisation de ces fonds pour le financement du contrat de l'expert statisticien-économiste jusqu'à décembre 2005 et recommande que les fonds non utilisés soient défalqués de la convention pour financer des micro-projets villageois parmi ceux qui sont prêts et n'ont pu être financés. La mission a été informée que le Gouvernement supporte le coût des locaux de la Cellule (loyer) et des experts à l'exception du Coordinateur. Elle recommande que tous les coûts de la Cellule, y compris le salaire du Coordinateur soient inscrits au budget 2006 du Gouvernement.

23. La mission a reçu de la Cellule 4 rapports d'évaluation : (i) Etude comparative de la composante renforcement des capacités des différents programmes de lutte contre la pauvreté du MFFDS : (ii) Rapport sur les systèmes actuels de suivi-évaluation des projets du portefeuille CSO (PCLP, AFDS, PAREP) ; (iii) Dispositif du Système de Suivi-Evaluation de la CSO/MFFDS ; (iv) Etude comparative de la composante activités génératrices de revenus (AGR) des différents programmes de lutte contre la pauvreté MFDSSN (discutée ci-dessus au para XX) ; et (v) Application de Suivi-Evaluation des Projets de Lutte contre la Pauvreté. La mission a également été informée que la cartographie des réalisations de l'AFDS et du PLCP/BAD est disponible pour la région de Kolda. Ces rapports fournissent des éléments utiles, mais ils paraissent peu coordonnés entre eux et il est

¹⁷ Création de richesses, Bonne gouvernance, Services sociaux de base, Environnement, Groupes vulnérables, et Genre et participation.

difficile de comprendre comment leur mise en cohérence va aboutir à la constitution d'un système fonctionnel de coordination et de suivi. Les commentaires de la mission sur chacun de ces rapports sont les suivants

• *Etude comparative de la composante renforcement des capacités des différents programmes de lutte contre la pauvreté du MFFDS.*¹⁸ Le rapport compare les projets PCLP, AFDS et PAREP. L'étude consiste en une revue de la documentation et des visites de terrain à Saint-Louis, Djourbel, Bambey et Kaoloack. Le rapport est descriptif et ne comporte pas d'analyse comparative qui aille au-delà d'une juxtaposition des informations. La mission recommande d'approfondir l'analyse comparative notamment dans les domaines suivants : (i) quelles capacités ont été construites au sein des communautés ciblées et pour quoi faire. Que savent-elles faire maintenant qu'elles ne savaient pas faire avant, et à quoi utilisent-elles ces capacités ? (ii) combien de personnes (ratio permettant des comparaisons) ont acquis ces capacités par rapport à la population ciblée par le renforcement des capacités et les personnes ciblées par le projet ? (iii) selon quelles méthodes ces capacités ont-elles été construites comparé à d'autres pratiques ? par exemple, l'alphabétisation faite dans le PLCP par rapport à l'alphabétisation faite par le MEN avec le PAPF/PDEF ; (iv) à quel coût unitaire ces capacités ont-elles été construites et quel est le coût-efficacité du projet par comparaison avec d'autres approches, par exemple, le coût unitaire de l'alphabétisation du PLCP par rapport au PDEF ou le coût unitaire de la formation FGB de l'AFDS par rapport aux normes internationales ; (v) analyse comparative des capacités de chaque système à passer à l'échelle nationale à un coût supportable.

• *Rapport sur les systèmes actuels de suivi-évaluation des projets du portefeuille CSO (PCLP, AFDS, PAREP)*¹⁹. La mission a revu le rapport qui fournit des informations générales sur les 3 projets et une description schématique du système de S&E de chaque projet. Ce document constitue un bon début. Toutefois, cette étude reste descriptive et ne fournit pas de résultat en ce qui concerne les informations fournies par les 3 systèmes ni la façon dont ces résultats sont ou pourraient être utilisés pour prendre des décisions. Par exemple, bien que les données existent dans chacun des systèmes de S&E de chaque projet, l'étude n'indique pas comment il serait possible de collecter des informations de même nature dans chacun des 3 systèmes de S&E en vue de faire des analyses comparatives, qui sont l'objet de la CSO. La mission indique, à titre d'exemple quelques données qui pourraient utilement être tirées de chaque système de S&E en vue d'analyse comparative : (i) durée totale d'un sous-projet communautaire dans chaque projet et analyse comparative des étapes ; (ii) comparaison de la nature, durée et coût des renforcement des capacités des communautés ; (iii) comparaison des degrés de participation global des communautés de base, et à chaque étape du processus ; (iv) composition, nature et coûts comparatifs des appuis fournis aux communautaires ; (v) comparaison des coût moyen des sous-projets (au m2 construit par exemple) et coût des formations par bénéficiaire ; (vi) analyse comparative du coût-efficacité de chaque projet (comparaison du coût au m2 des infrastructures construites par chaque projet comparé au coût d'infrastructures analogues produites par d'autres structures selon d'autres méthodes) ; (vi) comparaison des volumes financiers gérés directement par les communautés relativement aux volumes financiers gérés par d'autres intervenants dans le projet ; etc. La mission recommande que l'étude des 3 systèmes de S&E se poursuive au-delà de la simple description des systèmes pour rechercher comment titrer des différents systèmes de S&E les informations permettant des analyses comparatives sur base d'indicateurs communs.

• *Etude comparative de la composante activités génératrices de revenus (AGR) des différents programmes de lutte contre la pauvreté au MFDSSN*²⁰. La mission a revu le rapport qui fournit

¹⁸ Etude comparative de la composante renforcement des capacités des différents programmes de lutte contre la pauvreté du MFFDS, Issaka Doulye Maiga, consultant, 30 mai 2005.

¹⁹ Rapport sur les systèmes actuels de suivi-évaluation des projets du portefeuille CSO (PCLP, AFDS, PAREP), par Abibatou Diop Kane, Consultante en TIC, 22 mai 2005.

²⁰ Etude Comparative de la composante activités génératrices de revenus (AGR) des différents programmes de lutte contre la pauvreté du MFDSSN, Volume 1, Rapport Provisoire, Daouda Sakho, Economiste Financier, mai 2005, 65 pages.

d'importants éléments d'information. L'étude rappelle les objectifs de la Cellule, la situation de la micro-finance au Sénégal, fait une description succincte des activités des 3 projets (PCLP, AFDS et PAREP) et esquisse une analyse comparative. La partie la plus importante du rapport (et la meilleure) est constituée de 7 études de cas de SFD : Projet PAREP²¹ (fin. PNUD) : Mutuelles Sukhali ; MEC/SJN ; Projet PFDS (fin.IDA) : Mutuelle Djomec, MECAPP ; Projet PLCP (fin BAD) : Mutuelle AHDIS, CLEC de Dinar Kane, ACASE. La mission considère que : (i) le rapport est une analyse des SFD soutenues par les projets et non une analyse des AGR comme le laisse supposer le titre ; (ii) la première partie, narrative, est confuse : elle ne permet pas de saisir les grandes différences entre les 3 projets, elle ne distingue pas entre la sous-composante AGR et la sous-composante SFD de l'AFDS, (iii) la partie substantielle est constituée par les 7 excellentes études de cas ; (iv) la partie sur les leçons apprises ne permet pas de distinguer ce qui a été appris de chaque approche singulière. La mission recommande : (i) de modifier le titre qui ne reflète pas le contenu ; (ii) de re-rédiger la partie C sur le contexte de la micro-finance en la structurant autour de données chiffrées (qui sont absentes) ; (iii) de présenter le projet PFDS de façon plus précise en distinguant les sous-composantes SFD et AGR ; (iv) de bâtir un système d'analyse comparative des performances des 3 projets mieux organisé, et basé sur les critères d'analyse standards des performances des SFD, notamment les critères utilisés dans les études de cas. Dans une telle approche, les études de cas servent d'illustration à l'analyse comparative.

• **Dispositif du Système de Suivi-Evaluation de la CSO-PLCP/MFFDS²²** La mission a revu le rapport qui rappelle les objectifs de la Cellule, les objectifs des 3 projets (PLCP, AFDS, PAREP), rappelle l'existence de 9 autres projets d'appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté, rappelle la double nature du suivi-évaluation (suivi d'exécution et suivi d'impact) et décrit sommairement le niveau et la nature des systèmes de S&E aux niveaux des collectivités locales, des services techniques centraux et déconcentrés. L'étude propose un schéma de système de S&E de la CSO basé sur une fiche de collecte semestrielle d'information (pour la partie suivi d'exécution) à remplir par les projets et des évaluations périodiques d'impact à conduire par la Cellule. La mission recommande : (i) d'explicitier la cohérence entre cette étude et, d'une part, le module du Système de Suivi de la Pauvreté en cours d'installation depuis mars 2005 par le Groupement SIVA-Matookai-Blaise Electronics sur financement direct de l'AFDS, et, d'autre part, avec le rapport intitulé « Application de suivi-évaluation des projet de lutte contre la pauvreté » élaborée dans le cadre du contrat PAREP ; (ii) d'explicitier la cohérence entre les tableaux 1, 1a, 1b, 1c, 1d, 2, et 3, et la fiche de collecte d'information du tableau 5 ; (iii) d'inclure dans la fiche de collecte des données, des informations sur le système de gestion administrative et financière des différents projets (nombre de personnes expert/personnel d'appui, et coût de gestion) ; (iv) que ces tableaux, une fois mis en cohérence entre eux, soient discutés par la Cellule avec les 3 projets (PLCP, AFDS et PAREP), les autres projets de lutte contre la pauvreté cités au chapitre D, et les secteurs concernés pour être assurée que la Cellule collecte toutes les données essentielles ; (v) que, de façon générale, la Cellule ne génère pas les données qu'elle compile et traite, mais que ces données soient générées par les projets et transmises à la Cellule. L'étude précédente devrait permettre de clarifier l'existence et la localisation dans chaque système de S&E des différents projets, des données nécessaires au S&E de la CSO ; (vi) que les tableaux de suivi financier comportent des lignes spécifiques pour les coûts unitaires des formations, appuis, et infrastructures financés dans les différents projets ; (vii) qu'à partir du suivi des réalisations physiques et du suivi financier des coûts unitaires, le suivi de la CSO puisse assurer un suivi du coût efficacité des différents projets. .

• **Application de Suivi-Evaluation des Projets de Lutte contre la Pauvreté²³**. La mission ne comprend pas la cohérence du travail montré dans ce rapport avec le travail en cours depuis mars 2005 par le Groupement SIVA-Matookai-Blaise Electronics pour l'installation du module SCO du Système de Suivi de la Pauvreté sur financement direct de l'AFDS. La mission recommande de ne

²¹ Dans ce rapport, le PAREP est aussi désigné par PELCP.

²² Dispositif du Système de Suivi-Evaluation de la CSO-PLCP/MFFDS, Juin 2005, rapport provisoire, Mame Atou Faye

²³ Application de Suivi-Evaluation des Projets de Lutte contre la Pauvreté, Note d'accompagnement du livrable 2 du contrat PAREP SEN/03/001, Abibatou Diop Kane, Consultante en NTIC, 12 juillet 2005.

pas poursuivre ce travail sous sa forme actuelle et de le réorienter pour préparer les prototypes de traitement des données nécessaires à la finalisation du module SCO du SIP. .

24. **Suivi-Evaluation du PFDS par l'AFDS.** Les activités d'évaluation du projet PFDS par l'AFDS ont progressé. La mission a reçu de l'AFDS les rapports suivants : (i) Rapport technique d'évaluation ex-post des micro-projets d'infrastructure hydrauliques et d'assainissement financés par l'AFDS ; (ii) Evaluation des Micro-Projet financés par l'AFDS dans le secteur de l'Education et de la Formation. La mission attend l'évaluation ex-post des micro-projets de Santé et les évaluations ex-post des SFD et des Sous-Projets AGR d'agriculture et d'élevage. La mission recommande que : (i) l'évaluation d'impact du Projet, y compris l'évaluation de l'évolution du capital social soit effectuée rapidement, (ii) l'AFDS engage très rapidement l'actualisation de l'indice de pauvreté des communautés ciblées, pour permettre la mesure de l'Indicateur de Performance ICP-4A.2. *Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base.* Les commentaires et recommandations de la mission sur ces différentes études sont détaillés ci-dessous :

- **Rapport technique d'évaluation ex-post des micro-projets d'infrastructure hydrauliques et d'assainissement**²⁴. La mission a pris connaissance du rapport qui comporte : (i) une partie de présentation générale (jusqu'à la page 21) ; (ii) des rapports descriptifs par régions : Kolda (p. 21-25), Louga (p. 25-29), Kaolack (p. 30-33) et Fatick (p. 34-35), (iii) une analyse détaillée des résultats (p.36-37) ; (iv) une analyse des données issues des enquêtes effectuées au cours de la mission et (v) une évaluation d'impact. La mission considère que ce rapport provisoire est de bonne qualité et que le chapitre 5 qui fournit les analyses issues des questionnaires montre que l'étude a collecté un grand nombre de données. La mission recommande que le rapport soit amélioré dans les directions suivantes.

- concentrer (réduire) la présentation générale (p 1-21) en quelques pages avec les données essentielles
- compléter les rapports descriptifs par régions (p. 21-37) avec : (a) la présentation des données sur provenant des documents de sous-projets : (i) caractéristiques de l'OCB, composition des comités, (ii) caractéristiques techniques et financières principales du Micro-projet : profondeur, longueur, équipements, coût estimatif, dates clés, montant estimatif des infrastructures et des formations associées respectivement) et (b) les données réelles sur les sous-projets : (i) approbation par les CTE y compris le visa et l'approbation du responsable local de l'Hydraulique ; (ii) nature, composition et fonctionnement réels des comités villageois, (ii) méthodes et résultats des passations de marchés, coûts réels des infrastructures et des formations associées, dates clés et délais d'exécution, (iii) nombre de visites d supervision des structures déconcentrées de l'Hydraulique, nature de la supervision de l'OADC, et de l'AFDS, (iv) composition des comités de gestion de l'eau, nombre de réunions du comité, prix de vente de l'eau, etc.
- compléter les rapports descriptifs par région avec la présentation des données ex-ante fournies dans les EPP (sur la consommation d'eau potable ou la distance/temps parcourue/consacré par les femmes à l'approvisionnement en eau, ou à partir d'enquête rétrospectives pour comparer les situations après projet avec les situations avant projet et mesurer les progrès effectivement accomplis en matière d'accès à l'eau potable ou d'allègement des charges féminines ;
- si possible, compléter les rapports descriptifs régionaux avec la situation épidémiologique du village en ce qui concerne les maladies d'origine hydrique ou liées à l'assainissement selon le cas, avant le projet et après, pour mesurer l'impact du projet sur la santé (le paragraphe 5.2, p.49 est trop vague) ;

²⁴ Rapport technique d'évaluation ex-post des micro-projets d'infrastructure hydrauliques et d'assainissement, Version provisoire, par Kemokho Danfakha, consultant et Mor Talla Seye, Représentant de la Direction de l'Hydraulique, Avril 2005.

- compléter les descriptions par région (toujours p. 21-37) par l'explicitation des causes des dysfonctionnement constatés, par exemple, le surcoût des puits dans la région de Louga en raison de la différence entre les profondeurs prévues et réelles, est difficilement compréhensible alors que le responsable de l'Hydraulique est sensé assister les OCB dans la préparation et participe au CTE, que la profondeur de la nappe est connue, et que l'OADC et l'AFDS peuvent aisément contrôler cette donnée cruciale en matière de financement de puits..
  - Compléter les analyses (p 36-37) par un tableau analytique de la qualité technique des travaux et des modes organisationnels de gestion des projets qui indique (dans un tableau) la situation pour chaque micro-projet et permette de soutenir l'évaluation globale (positive) fournie. Même commentaire pour l'analyse des écarts entre résultats attendus et atteints (para 4.3.2).
  - Compléter les analyses du chapitre 5 (p 38-53) en utilisant, lorsque cela est possible, les données ex-ante issues des EPP ou d'autres données rétrospectives éventuellement disponibles ou pouvant être générées.
  - Compléter les évaluations d'impact en utilisant les compléments issus des autres chapitres.
- **Evaluation des Micro-Projets financés par l'AFDS dans le secteur de l'Education et de la Formation**²⁵. La mission a examiné le rapport provisoire et estime que cette version est beaucoup trop sommaire pour être utilement analysé en profondeur. A ce stade, les commentaires de la mission sont les suivants :
    - *Méthodologie*. L'approche par double différence n'est probablement pas applicable pour le taux d'accroissement des effectifs d'élèves. En effet, tous les villages de l'échantillon test ont été sélectionnés sur le critère d'avoir construit une école (ce qui a un impact automatique sur les effectifs), tandis que les villages témoins ont été sélectionnés sur d'autres critères. Pour les effectifs, il faudrait probablement comparer l'échantillon des villages AFDS ayant construit une école avec des villages témoins ayant aussi une école nouvelle école construite dans la même période. On verrait alors si le fait d'utiliser l'approche AFDS a un impact significatif sur l'accroissement des effectifs. En revanche, l'approche par double différence est probablement valable pour d'autres critères tels que les taux de passage, de rétention, l'assiduité des maîtres, l'entretien des bâtiments existants, etc. La mission recommande de vérifier la validité méthodologique de l'approche par double différence entre les villages tests et les villages témoins choisis pour chacun des critères.
    - *Présentation*. La présentation de résultats sous forme de « boîtes à moustaches » est difficile à comprendre dans la mesure où l'explicitation des graphes est insuffisante. Le chapitre intitulé « analyse comparative de la qualité des infrastructures » contient un texte sans rapport avec le titre.
    - *Cohérence et pertinence*. Certaines analyses ne semblent pas cohérentes. Par exemple, l'indication selon laquelle les écoles témoins ont en moyenne 40 élèves par classe contre 27 élèves dans les écoles AFDS. Chaque enseignant se retrouvant ainsi avec en moyenne 27 élèves contre 23 élèves dans les écoles témoins. Au-delà de la non cohérence des chiffres, l'analyse devrait étudier si les projet d'école des villages supportés par l'AFDS ont tenu compte des critères de la carte scolaire pour l'utilisation du multigrade et si les responsables régionaux de l'éducation ont fait leur travail lors de l'approbation des microcontrôleurs d'écoles.
    - *Coût efficacité*. Cette dimension est abordée dans une partie du rapport intitulé : *Rapport de mission de l'évaluation technique des réalisations scolaires financées par l'AFDS 2003-2004*.

²⁵ Evaluation des Micro-Projets financés par l'AFDS dans le secteur de l'Education et de la Formation, Rapport provisoire, par Pr Ahmadou Aly Mbaye, juillet 2005.

a été préparée et lancée le 23 mai 2005 pour le recrutement de consultant chargé de réaliser l'évaluation. Les offres soumises à l'AFDS ont été évaluées et l'ouverture de proposition financière sera effectuée en début juillet.

• **Evaluation d'Impact.** La mission attend les TDR de l'évaluation d'impact qui ont fait l'objet d'échanges approfondis entre l'Agence et Mme Van Domelen et devraient être actuellement finalisés. La mission rappelle que ces TDR devraient prendre en compte l'évaluation du capital social, et recommande que ces TDR lui soient transmis dans les meilleurs délais possibles.

• **Evaluation ex-post des micro-projets de Santé, et des sous-projets d'agriculture et d'élevage.** Ces études étaient en cours lors du passage de la mission. La mission recommande : (i) que l'étude sur les micro-projets de Santé soit communiquée à la mission et Mme Aissatou Diack Spécialiste Santé de la Mission Résidente, (ii) de s'assurer que l'étude ex-post des sous-projets d'agriculture et d'élevage couvre bien les TDR tels que suggérés par M. Ziva Razafintsalama lors de la mission de supervision de juin 2003.

• **Evaluation ex-post des SFD.** Cette évaluation reste à faire. Le Rapport de la SCO-MFDSSN n'est, à cet égard, pas suffisante. Elle a sa spécificité propre qui est une analyse comparative des SFD soutenues par 3 projets différents et reste, sur ce plan, à compléter (voir commentaires au para. 23). La mission recommande de faire l'analyse ex-post de toutes les SFD soutenues par l'AFDS. La mission rappelle que indicateur du Projet ICP2.2. Au moins 30% des groupes vulnérables au sein des OCB ont accès aux services de micro-finance. En conséquence, pour répondre à cet ICP, la mission recommande que l'évaluation : (i) identifie, parmi les nouveaux membres qui ont obtenu du crédit auprès des SFD du projet, combien appartiennent aux zones cibles et parmi celles-ci, combien appartiennent aux groupes vulnérables au sein des OCB ciblées par le projet (jeunes, femmes, handicapés) – cette dernière donnée est nécessaire pour répondre à l'ICP2.3.

• **Evaluation ex-post du programme FGB et du programme de Communication.** La mission estime que cette partie du Projet (la composante 3) est celle qui a eu le plus d'impact sur le projet et les communautés ciblées. La mission recommande qu'une évaluation ex-post du programme FGB et du programme communication soit menée par l'AFDS avec l'appui d'une expertise compétente. La mission rappelle que l'évaluation ex-post doit permettre de mesurer la seconde partie de l'ICP-3.2 (75% des communautés ayant reçu une Formation à la Gestion à la Base, ont établi des comités structurés et opérationnels qui sont capables de mobiliser des ressources additionnelles). La mobilisation de ressources additionnelles par les OCB ayant reçu la FGB n'a encore jamais été mesurée. La mission recommande que cette mesure soit effectuée.

• **Mesure de l'indice de pauvreté des communautés ciblées.** L'Indicateur de Performance ICP-4A.2 (Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base) doit être mesuré. Les analyses ex-post de chaque type de micro- et sous-projet fournissent des éléments dans ce domaine. La mesure de base est constituée par l'indice composite de pauvreté fourni par les EPP. La mission recommande que l'AFDS mette en œuvre une étude pour actualiser cet indice, à partir de toutes les données fournies par le système de Suivi de l'AFDS, des données fournies par les évaluations ex-post, et des données éventuellement à compléter par une mission sur le terrain

25. **Mise en place du Système d'Information et de Suivi de la Pauvreté et des Programmes de Lutte contre la Pauvreté.** Le système d'information est commun à l'AFDS, les 2 Cellules de Suivi du MEF et du MFDSSN et la DPS/MEF. A l'issue d'un appel d'offres, le Groupement SIVA-Matookai-Blaise Electronics a conclu un contrat le 14 mars 2005 pour une durée prévisionnelle de 6 mois. Le marché comprend le système d'information de la pauvreté (SIP) et le système d'information de l'AFDS. La mission a fait : (i) une mise à jour de l'état des lieux ; (ii) mise à jour de la grille des indicateurs ; (iii) établissement des prototypes du système (modélisation des interfaces utilisateurs) ; (iv) établissement d'un protocole d'information négocié entre les 4 partenaires ; (v) le développement de l'application est en cours et les serveurs sont en place. Le système de codification des indicateurs (nomenclature et codification des indicateurs) a été établi avec la DPS/MEF. Les données sur les micro-projets et les sous-projets financés par l'AFDS existent sous Excel. La mission a eu une présentation de l'application en cours de développement et de son interface SIP (système partagé) et son interface SIP-AFDS. La mission considère qu'il reste un travail considérable à effectuer avant de pouvoir utiliser le SIP et recommande : (i) que les personnels soient prévus en nombre suffisant pour entrer les données existantes dans le système dans un délai court, notamment en ce qui concerne la

masse importante de données de l'AFDS, (ii) que le système soit finalisé en visant la plus grande simplicité possible de l'interface utilisateur ; (iii) de le prochain rapport de l'AFDS puisse être basé sur les produits du SIP.

VI. PERFORMANCES DU PROJET EN CE QUI CONCERNE LE COUT ET LA GESTION DU PROJET

Gestion financière et date de clôture du Crédit

26. **Taux et rythme de décaissement.** La capacité de gestion de l'Agence est bonne. Au 30 juin 2005, le crédit est décaissé à 72% du Crédit. L'Agence continue à faire 2 Demandes de Retrait de Fonds par mois d'environ 1 million de dollars chacune. Au cours du trimestre écoulé, l'Agence a décaissé une moyenne de 1 million de dollars par mois. Si ce rythme est maintenu, les 9 millions restant dans le crédit seront entièrement décaissés au 31 mars 2006 -- et non en décembre 2005 comme prévu jusqu'ici.

27. **Prorogation de la date de clôture du Crédit.** Compte tenu du prévisionnel de décaissement, il a été convenu que le Gouvernement demandera le report de la date de clôture du Crédit du 31 décembre 2005 au 30 juin 2006.

28. **Réallocation des ressources selon les catégories du Crédit.** L'exécution du budget prévisionnel nécessite une réallocation des ressources du Crédit. La mission recommande que l'AFDS procède à la demande de réallocation dans les plus brefs délais.

VII. POLITIQUES DE SAUVEGARDE : QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT

29. La mission recommande que l'AFDS fasse faire une évaluation ex-post du degré de respect des règles de gestion environnementale par les projets communautaires et des mécanismes de gestion des risques environnementaux.

VIII. RESPECT DES ACCORDS JURIDIQUES

30. La mission a revu les 28 accords juridiques qui lient le Gouvernement et la Banque et constaté que tous ces accords sont actuellement satisfaits.

IX. SYSTEME DE SUIVI ET D'EVALUATION (S&E) DU PROJET

31. **L'exécution de la Composante 4 relative au suivi-évaluation reste évaluée par la mission « non satisfaisante ».** Les justifications de cette évaluation sont données au paragraphe 19 ci-dessus.

X. CONTRIBUTION À LA PREPARATION DU FUTUR PROJET PNDLP

32. La mission recommande que toutes les évaluations ex-post de l'AFDS soient largement disséminées auprès de tous les partenaires du futur projet PNDLP et que les leçons apprises, ainsi que les bonnes pratiques soient bien documentées par l'AFDS pour être utilisées par ces partenaires lors de la préparation du futur PNDLP.

33. La mission n'a pas d'objection à ce que les études prévues dans le cadre de la préparation du futur PNDLP soient financées par l'AFDS sur le PFDS en complément du PPF du PNDLP et des financements que pourra également mobiliser le PNIR. Par exemple, les études dont la nécessité a été identifiée lors de l'Atelier de Capitalisation des expériences CDD et Décentralisation au Sénégal tenu les 7-8 juillet 2005, telles que : (i) l'évaluation des montants budgétaires théoriquement associés aux transferts de compétences prévus dans les lois de décentralisation, ou (ii) l'évaluation de la pertinence

et des performances des ARD. L'AFDS pourrait également financer les études complémentaires éventuellement nécessaires pour compléter l'évaluation de la Décentralisation envisagée par le Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales, ou encore la définition du « paquet minimum de services », ou l'actualisation du ciblage des communautés pauvres en fonction des dernières données disponibles.

34. La mission n'a pas d'objection à ce que l'AFDS finance sur le PFDS des initiatives des membres du bureau de l'Association des Présidents de Communautés Rurales pour qu'ils diffusent auprès de leurs pairs les principes du CDD. De même, la mission n'a pas d'objection à ce que l'AFDS finance sur le Crédit PFDS des formations CDD destinées aux responsables sectoriels, aux partenaires au développement et aux responsables des projets qu'ils financent. A cette fin, l'AFDS pourrait mettre à profit les formateurs CDD ayant récemment reçu des compléments de formation sur le CDD, la Décentralisation et le Développement Local Participatif, organisés par la Banque Mondiale.

XI. PARTENARIAT AVEC LE PROGRAMME GIRMAC

35. **Historique du partenariat GIRMAC-AFDS pour la mise en œuvre du GIRMAC.** Le Projet GIRMAC a été conçu avec une composante La mission a tenu une séance de travail avec l'équipe de préparation du Programme de Gestion Intégré des Ressources marines et Côtières (GIRMAC) supervisé par Yves Prevost. Le programme est conçu de telle sorte que, pour diminuer la pression sur la ressource halieutique, certaines communautés de pêcheurs devront se reconvertir vers d'autres activités et il est prévu que cette reconversion soit facilitée par l'AFDS dans le cadre de son programme phase 2 de l'APL du PFDS. Il avait été prévu en outre d'amorcer cet appui grâce à un don JSDF de 2 millions de dollars EU demandé par le GIRMAC en 2004 et qui devaient être gérés par l'AFDS. Un Protocole d'Accord entre l'AFDS et le GIRMAC a été signé pour la gestion par l'AFDS des fonds JSDF. La suite du financement de ces reconversions de pêcheurs devait être assurée par les fonds réguliers de la 2^{ème} phase de l'APL du Projet PFDS mis en œuvre par l'AFDS.

36. **Situation actuelle.** Elle est caractérisée par les éléments suivants :

- Le projet GIRMAC n'a pas obtenu l'accord du Japon sur le don JSDF de 2 million de dollars, devant être géré par l'AFDS pour permettre d'amorcer le processus pendant la période précédant la 2^{ème} phase de l'APL du PFDS.
- Le projet GIRMAC a été approuvé en novembre 2004, est entré en vigueur le 15 avril 2005 a été lancé en présence du Premier Ministre les 8-9 juin 2005. L'équipe d'exécution est au complet, et la planification des actions effectuée pour les premiers 18 mois.
- Le concept d'une 2^{ème} phase de l'APL du PFDS est abandonné au profit d'un projet CDD (le futur PNDLP) devant constituer la suite des 1^{ères} phases des APLs du PNIR et du PFDS, et offrir également une suite au projet PROGEDE. Dans ce nouveau contexte, le futur PNDLP devrait pouvoir assurer, pour le GIRMAC, les fonctions que devaient initialement assurer la 2^{ème} phase de l'APL du PFDS ~~si cette 2^{ème} phase avait été considérée.~~
del que convenu.

37. **Options pour le futur du GIRMAC et du PNDLP.** La mission a confirmé à l'équipe du GIRMAC que les options initialement envisagées dans le cadre d'un partenariat GIRMAC-PFDS (2^{ème} phase) devraient normalement être prises en compte dans le cadre d'un partenariat GIRMAC-PNDLP. Cependant, la question de la disponibilité de fonds suffisants devant être mis en œuvre par le PNDLP pour le bénéfice spécifique des communautés de pêcheurs ciblées par le GIRMAC reste entière. Les équipes GIRMAC et PFDS (Banque et Gouvernement) ont convenu d'examiner cette question avec leurs autorités compétentes respectives.

XI. PLAN D'ACTION

38. Le Plan d'Action ci-dessous a été convenu avec l'AFDS pour la mise en œuvre des décisions prises au cours de la Mission.

- Transmission de l'évaluation ex-post des micro-projets de Santé
- Transmission de l'évaluation ex-post des sous-projets d'agriculture et élevage
- ~~Finalisation des TDR pour l'évaluation d'impact~~ *Signature du Contrat pour la*
- Demande de prorogation de la date de clôture du Crédit
- Achèvement de la mise en place du Système d'Information pour l'AFDS

30
15 août 2005
30 août 2005
15 août 2005
30 15 août 2005
30 septembre 2005
o done

Dakar le 15 juillet 2004

Pour la Mission de la Banque

Pour l'AFDS

Serge Theunynck
Responsable du Projet

Khardiata Lo Ndiaye
Directeur Général

*Realisation de
l'évaluation d'impact*

Annexe 1

Mise à jour des Indicateurs de Performance du Projet

1. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est le suivant : *Les communautés test améliorent effectivement leurs conditions de vie en utilisant les ressources du Fonds de Développement Social dans les domaines de développement prioritaires avec la participation des groupes vulnérables.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être satisfaisants. La situation des 3 Indicateurs Clés de Performance (ICP) se présente comme suit :

- **ICP1.** *Au moins 75% des micro- et sous-projets financés par l'AF DS obtiennent les résultats escomptés. Satisfaisant.* 385 projets d'accès aux services de base (micro-projets), soit 73% des micro-projets financés par l'AFDS sont achevés de façon satisfaisante ; les autres 27% devraient être achevés avant la fin du 1^{er} trimestre 2005. 211 projets de développement économique (sous-projets), soit 42% des 503 projets financés par l'AFDS sont achevés de façon satisfaisante ; les autres 58% devraient être achevés avant la fin du 1^{er} trimestre 2006.
- **ICP2.** *Au moins 75% des communautés test prennent des décisions quant à leur développement basées sur leurs propres Plans de Développement Local (PLD).* Cet indicateur est satisfait à 100% en ce qui concerne les décisions relatives aux micro-projets car les décisions prises par les communautés -- et traduites en propositions de micro-projets -- sont évaluées et approuvées par le Comité Technique d'Evaluation régional sur la base de critères comprenant la cohérence du micro-projet avec les PLD de la CR concernée.
- **ICP3.** *Environ 50% des groupes les plus vulnérables au sein de ces communautés sont au courant des résultats de la mise en œuvre des micro- ou sous-projets et sont satisfaits du processus de décision. Satisfaisant.* La première enquête auprès des bénéficiaires indique que 89% d'entre eux sont au courant de la mise en œuvre des projets et 87% d'entre eux.

Composante 1. Accès aux Services de base et aux Infrastructures communautaires

2. Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP). Le résultat attendu est le suivant : *Les services sociaux et les infrastructures de base financés par l'AFDS sont demandés par les communautés testées.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être satisfaisants. La situation des 2 Indicateurs Clés de Performance (ICP) est ci-dessous :

- **ICP-1.1.** *Au moins 300 micro-projets soumis par les communautés à l'AFDS satisfont aux critères de financement de l'AFDS. Très satisfaisant.* Au 30 novembre 2004, 525 projets de services de base soumis par les communautés satisfont aux critères de financement de l'AFDS. Le critère est satisfait à 175%.
- **ICP-1.2.** *Au moins 75 % des micro-projets financés ont des modules IEC sur le VIH/SIDA et les modules sont fournis.*
  - a) La 1^{ème} partie de l'indicateur est très satisfaisante : 100% des 525 micro-projets incluent, par construction, un module IEC sur le VIH/SIDA.
  - b) La 2^{ème} partie de l'indicateur est très satisfaisante. Un total de 1.886 personnes (soit 5 personnes en moyenne par micro-projet) dont 61% de femmes (parmi les plus de 25 ans) ont reçu une formation de « relai » sur le VIH/SIDA.

Composante 2. Accès des pauvres aux services de Micro-finance

3. Rappel des Résultats Attendus (RA) et Indicateurs Clés de Performance (ICP). Le résultat est le suivant : *La capacité des pauvres et des groupes vulnérables des communautés cibles, pour accéder au crédit et saisir des opportunités de génération de revenus, a augmenté.* Les progrès

du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **satisfaisants**. La situation des 3 ICP est la suivante :

- **ICP-2.1.** *Au moins 50 % des groupes vulnérables (OCB) recevant de l'assistance technique et financière du projet, et ayant développé une AGR : (i) satisfont aux critères de crédit des SFD et (ii) ont établi une association d'épargne et de crédit—AEC ; et (iii) que cette dernière a collecté en moyenne au moins 15% du don reçu. Pour la 1^{ère} partie du critère le résultat est satisfaisant: 100% des 503 OCB ayant reçu une assistance technique de l'AFDS et ayant développé une AGR ont ouvert un compte dans une SFD, démarrant ainsi une relation bancaire entre les OCB et les SFD. Cette relation bancaire est également établie à titre individuel pour les membres des OCB. Pour la 2^{ème} partie du critère, le résultat est satisfaisant : les OCB n'ont pas été invitées par l'AFDS à créer une AEC avec l'accord de l'IDA, car elles déposent les ressources générées par l'AGR directement dans le compte de la SFD où elles ont ouvert un compte d'épargne. Pour la 3^{ème} partie du critère, le résultat est pour le moment satisfaisant. En effet, les communautés qui ont achevé un cycle de production ont commencé à reconstituer le don reçu et s'en servent également comme fonds de roulement.*

- **ICP2.2.** *Au moins 30% des groupes vulnérables au sein des OCB ont accès aux services de microfinance. Satisfaisant.* Cet indicateur peut être mesuré par (i) le niveau de reconstitution de la subvention par les OCB ; et (ii) le pourcentage de femmes et de jeunes ayant adhéré dans les SFD. Un groupe de 116 OCB (sur 503, soit 23%) qui ont déjà bouclé au moins un cycle d'exploitation ont commencé à reconstituer la subvention initiale. Cette volonté de reconstitution démontre une résolution de la part des OCB à pérenniser les AGR et par conséquent à maintenir des relations continues avec les SFD soit pour les services d'épargne ou les services de crédit. Sur 5 des SFD ayant tissé des liens avec les OCB ciblées, le nombre d'épargnants a augmenté de 26% et l'encours de l'épargne de 60% entre 2003 et 2004, mais les informations ne permettent pas d'identifier combien de ces nouveaux membres appartiennent aux groupes vulnérables au sein des OCB.

- **ICP-2.3.** *Les SFD ont atteint 75 % de leurs objectifs d'expansion de leur portefeuille de clients au sein des groupes vulnérables, tel que fixés dans les Accords de Participation. Satisfaisant.* Cet indicateur peut être mesuré par (i) le taux de réalisation des objectifs d'augmentation du sociétariat au sein des SFD participantes dans les zones cibles ; (ii) le taux de réalisation des objectifs de mobilisation d'épargne ; (iii) le taux de réalisation des crédits octroyés. Sur les deux SFD ayant un Accord de Financement avec l'AFDS, une seule, DJOMEC, a exécuté l'accord avec les résultats suivants en juin 2005 : (a) adhésions : 360% de l'objectif a été réalisé (prévision : 1565 nouvelles adhésions, réalisation : au mois de septembre 4196 nouvelles adhésions dont XXXX dans les zones ciblées dans le cadre du projet ; (b) épargne : objectif réalisé à 1.300% (477 millions de Fcfa collectés au 31/12/2004) ; (c) crédit : objectif réalisé à 360% (prévision : 158 millions de Fcfa de crédit distribués au 31/12/2004 ; réalisation : 533 millions de Fcfa. Il est trop tôt pour mesurer les performances des 12 SFD ayant signé en mai 2005 un Accord de Financement avec l'AFDS pour la réalisation d'un plan d'affaires.

Composante 3 : Renforcement des capacités des OCB et Groupes vulnérables

4. **Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *La capacité propre des OCB à gérer leur propre développement économique et à satisfaire leurs besoins socio-économiques est améliorée.* Les progrès du projet vis à vis de l'atteinte de ce résultat continuent à être **satisfaisants**. La situation des 3 ICP, pour mesurer le degré d'atteinte de cet ODP est discutée ci-dessous :

- **ICP-3.1.** *Au moins 75% des membres des communautés tests (dans les groupes vulnérables) sont au courant des flux d'information entre les communautés et 50% les trouvent utiles. Le résultat est satisfaisant: (i) 100% des communautés ont constitué des CASF (Comités d'Animation, Sensibilisation et Formation) qui sont les organes chargés de faire passer les*

informations, et (ii) selon l'enquête auprès des bénéficiaires de 2003, 76% communautés sont satisfaites leurs CASF.

- **ICP-3.2** 75% des communautés ayant reçu une Formation à la Gestion à la Base, ont établi des comités structurés et opérationnels qui sont capables de mobiliser des ressources additionnelles. Pour la 1^{ère} partie du critère, le résultat est satisfaisant. En effet, 100% des 770 communautés de 1^{ère} vague et 2^{ème} ayant reçu une Formation à la Gestion à la Base (FGB) ont établi des comités structurés et opérationnels. Pour la 2^{ème} partie du critère, il est trop tôt pour mesurer cet indicateur. La mission recommande que cet indicateur soit pris en compte dans l'enquête d'évaluation ex-post.

- **ICP-3.3.** 90% des OCB suivent des procédures transparentes. Ce critère est satisfaisant. En effet: (i) la revue à posteriori, dans les villages visités par la mission, des micro- et sous-projets en cours montre que les passations de marchés et la gestion financières par les communautés suivent également des procédures transparentes et bien documentées ; (ii) l'enquête de satisfaction des bénéficiaires indique que les personnes chefs de ménages sont PR sont les mieux informées sur les procédures (82%), sur les critères de sélection des OCB (76%) et des relais (64%) ainsi que sur les critères de détermination des priorités des projets (76%).

5. **Composante 4A : Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *Les groupes vulnérables et les communautés testées sont atteintes efficacement et servies sur la base de leur demande par le Fonds de Développement Social. Satisfaisant.* La situation des 2 ICP est la suivante :

- **ICP-4A.1.** *Au moins 90% des groupes vulnérables au sein des communautés test sont satisfaites des services du Fonds de Développement Social et les trouvent équitables et transparents. Satisfaisant.* La première enquête a exécutée d'un échantillon des 300 communauté bénéficiaires de la 1^{ère} vague de projets montre que 90% des communautés bénéficiaires sont satisfaites des services du PDS et les trouvent équitables et transparents.

- **ICP-4A.2.** *Le niveau de pauvreté des communautés et OCB bénéficiaires est réduit, comme indiqué par un indice de pauvreté inférieur à l'indice de base, sur la base des indicateurs utilisés dans le scénario de base. Trop tôt pour être mesuré.* Cet indicateur sera mesuré au cours des évaluations ex-post qui seront conduites en 2005.

6. **Composante 4B : Rappel des Résultats Attendus (RA) et des Indicateurs Clés de Performance (ICP).** Le résultat attendu est le suivant : *Les système de suivi et d'analyse de la pauvreté au niveau national est opérationnel.* Les progrès du projet sont satisfaisants. La situation des 2 ICP est comme suit :

- **ICP-4B. 1.** *3 rapports annuels sur l'évaluation de la pauvreté sont produits. Satisfaisant.* Le 1^{er} rapport de suivi du DRSP par la Cellule du MEF a été publié en mars 2004. En juin 2004, la Cellule a validé avec les partenaires la liste des indicateurs de performance du DRSP qui a été remise à la mission. Le 2^{ème} rapport de suivi du DRSP était disponible en mars 2005.

ICP-4B.2. *La base de donnée sur les conditions de pauvreté est produite. Satisfaisant.* La base de donnée de l'enquête ESAM II réalisée par la DPS est disponible depuis décembre 2003. La Base de données des 1.032 villages initialement ciblés par l'AFDS est également disponible.

theunynck

C:\Documents and Settings\wb95309\My Documents\SENEGAL\FONDS SOCIAL CR 3445-SE - P041566\Missions\Mission Nov 04\SEN-
PFDS aidememoire nov 04.doc
January 25, 2005 5:27 PM